

COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT DU GROUPE DE TRAVAIL NICKEL

Un groupe de travail nickel s'est tenu du 17 au 19 janvier comprenant des représentants de l'Etat (ministère de l'Economie, des Finances, de la souveraineté industrielle et numérique, Haut-Commissariat), des collectivités et institutions calédoniennes (gouvernement de Nouvelle-Calédonie, congrès, province Nord, province Sud, province des Îles), des entreprises métallurgiques (SLN, KNS et PRNC) et de leurs actionnaires, ainsi que des syndicats professionnels (SIM, SEM) dans l'objectif d'améliorer les conditions opérationnelles et financières dans lesquelles opèrent les usines du territoire.

Au terme de ces trois journées de travail, des avancées substantielles ont été enregistrées. Un projet de pacte nickel a été consolidé, mais demeurent des réserves exprimées par certaines parties prenantes sur nombre de points. Il appartient désormais à chaque partie concernée de se prononcer de manière formelle sur le projet.

Si les mesures envisagées aux termes du projet de pacte nickel sont de nature à permettre une réduction du besoin de financement des entreprises à travers divers leviers (meilleur accès au domaine minier se traduisant par un meilleur niveau de production, exportations de minerai, réduction de la facture énergétique à travers une subvention cofinancée par l'Etat et les collectivités calédoniennes, restructuration financière), la détérioration actuelle des cours du nickel, notamment sous l'effet d'une augmentation importante de l'offre en provenance d'Indonésie, laisse un besoin de financement d'envergure non couvert à ce stade pour l'année 2024.

Dans ce contexte, les entreprises ont été invitées à encore optimiser leurs plans d'affaires pour réduire ce besoin de financement résiduel et, à la lumière de l'ensemble des efforts accomplis, et il a été demandé aux actionnaires de référence des entreprises métallurgiques d'examiner les conditions dans lesquelles ils pourraient apporter leur soutien pour couvrir ce besoin.

Au terme de ces retours, le groupe de travail poursuivra les discussions et se réunira pour finaliser le projet de pacte. Cette volonté est partagée par l'ensemble des parties prenantes.